

Barbade

A. Progrès dans la mise en œuvre du standard minimum

La Barbade compte 31 conventions fiscales en vigueur, y compris la convention multilatérale entre les membres de la CARICOM conclue avec dix de ses partenaires (la convention de la CARICOM)¹⁷.

La Barbade a signé l'IM en 2018 et a déposé son instrument de ratification le 21 décembre 2020. L'IM entrera en vigueur pour la Barbade le 1^{er} avril 2021.

La Barbade met en œuvre le standard minimum par l'inclusion de la déclaration du préambule et de la règle COP¹⁸.

Les conventions qui seront modifiées par l'IM deviendront conformes au standard minimum une fois que les dispositions de l'IM auront pris effet.

B. Difficultés de mise en œuvre

Aucune juridiction n'a signalé de préoccupation relative à ses conventions conclues avec la Barbade.

La Barbade est invitée à actualiser la convention de la CARICOM en engageant des négociations avec tous ses partenaires¹⁹.

Synthèse de la réponse de la juridiction – Barbade

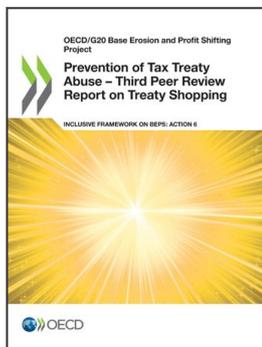
	Partenaires de convention	Conformité avec le standard	Si conforme, méthode choisie	Signature d'un instrument de mise en conformité	Méthode choisie dans l'instrument de mise en conformité (si différent de l'IM)	Commentaires
1	Antigua-et-Barbuda	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
2	Autriche	Non	N/C	Oui	N/C	
3	Bahreïn	Non	N/C	Oui	N/C	
4	Belize	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
5	Botswana	Non	N/C	Oui	N/C	
6	Canada	Non	N/C	Oui	N/C	
7	Chine (République populaire de)	Non	N/C	Oui	N/C	
8	Cuba*	Non	N/C	Non	N/C	
9	Chypre*	Non	N/C	Oui	N/C	
10	République tchèque	Non	N/C	Oui	N/C	
11	Dominique	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
12	Finlande	Non	N/C	Oui	N/C	
13	Grenade	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
14	Guyana*	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM

¹⁷ Au total, la Barbade a identifié 40 « accords » dans sa liste des conventions : 30 conventions bilatérales et la convention de la CARICOM conclue avec dix de ses partenaires.

¹⁸ Pour ses conventions notifiées aux fins de l'IM, la Barbade choisit d'appliquer la disposition de la déclaration du préambule (article 6 de l'IM) et la règle COP (article 7 de l'IM).

¹⁹ Les révisions de la convention de la CARICOM nécessitent l'accord de ses onze partenaires.

15	Islande	Non	N/C	Oui	N/C	
16	Italie	Non	N/C	Oui	N/C	
17	Jamaïque	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
18	Luxembourg	Non	N/C	Oui	N/C	
19	Malte	Non	N/C	Oui	N/C	
20	Maurice	Non	N/C	Oui	N/C	
21	Mexique	Non	N/C	Oui	N/C	
22	Pays-Bas	Non	N/C	Oui	N/C	
23	Norvège	Non	N/C	Oui	N/C	
24	Panama	Non	N/C	Oui	N/C	
25	Portugal	Non	N/C	Oui	N/C	
26	Qatar	Non	N/C	Oui	N/C	
27	Saint-Kitts-et-Nevis	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
28	Sainte-Lucie	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
29	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
30	Saint-Marin	Non	N/C	Oui	N/C	
31	Seychelles	Non	N/C	Oui	N/C	
32	Singapour	Non	N/C	Oui	N/C	
33	Espagne	Non	N/C	Oui	N/C	
34	Suède	Non	N/C	Oui	N/C	
35	Suisse	Non	N/C	Oui	N/C	
36	Trinité-et-Tobago	Non	N/C	Non	N/C	CARICOM
37	Émirats arabes unis	Non	N/C	Oui	N/C	
38	Royaume-Uni	Non	N/C	Oui	N/C	
39	États-Unis	Non	N/C	Oui	N/C	
40	Venezuela*	Non	N/C	Oui	N/C	



Extrait de :

Prevention of Tax Treaty Abuse – Third Peer Review Report on Treaty Shopping Inclusive Framework on BEPS: Action 6

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/d6cecb8-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Barbade », dans *Prevention of Tax Treaty Abuse – Third Peer Review Report on Treaty Shopping : Inclusive Framework on BEPS: Action 6*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f8622825-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.